

Cités Unies France à Climate Chance

L'investissement de Cités Unies France à Climate Chance s'inscrit dans son plaidoyer sur la coopération décentralisée, porteuse de solutions pour le climat, dans les territoires. Ce plaidoyer s'est aussi accompagné cette année par le montage de 2 sessions de formations, en partenariat avec l'ARENE Ile de France, pour l'acquisition d'une « culture climat » dans les coopérations décentralisées. « Culture climat » - ce processus a donné lieu à une publication commune (ARENE, DAECT, CUF), distribuée en première à 600 exemplaires, à Climate Chance.

Cet engagement de CUF est aussi lié à son suivi de l'agenda mondial de manière générale : la prise en compte des collectivités dans le cadre d'action de Sendai pour une réduction des risques et catastrophes (avril 2015), la territorialisation des Objectifs du développement durable (adoptés en septembre 2015) ou encore, la place des collectivités dans la gouvernance et la mise en œuvre du futur Nouvel Agenda mondial urbain, à adopter à la conférence Habitat III (Quito, octobre 2016).



Intervention du maire de Accra – accès à l'énergie en Afrique

Le Sommet Climate Chance a été accueilli par Nantes Métropole du 26 au 28 septembre 2016. Il prolonge la réflexion entamée lors du sommet mondial climat et territoires, à Lyon, en juillet 2015. Il est le premier sommet de ce genre, qui se veut le versant non-étatique des négociations internationales sur le climat. Les deux championnes du climat, Hakima El Haïté et Laurence Tubiana, ont été invitées à Nantes.

Organisé entre la COP 21 de Paris et la COP 22 de Marrakech, la première édition de Climate Chance a souligné l'importance d'un agenda mondial unique, y compris dans la perspective de Habitat III, le sommet onusien du Nouvel Agenda Urbain (Quito, 17-20 octobre). Que ce soit pour le climat ou pour les Objectifs du développement durable, il

s'agit d'impliquer les Etats comme les acteurs non étatiques dans une mise œuvre concrète et rapide des engagements pris. Pour cela, le travail en « coalitions d'acteurs » paraît particulièrement adapté.

1. Une place importante aux solutions des territoires

Les collectivités territoriales ont été très investies dans ce sommet et la dimension territoriale des solutions pour le climat amplement soulignée. Elles ont été nombreuses à intervenir lors des conférences, à l'instar de Châtelleraut, Marseille, les Hauts de France, le Département d'Ille et Vilaine, Nantes métropole, etc. en France ou encore Loula (Portugal), Utrecht (Pays Bas), Malmö (Suède), Heidelberg (Allemagne), Sokone (Sénégal). Elles y ont présentés leurs projets coopération décentralisée et les initiatives prises sur leur territoire. Plus largement, tous les grands réseaux de collectivités, engagés pour le climat étaient présents. Les initiatives présentées concernaient tant l'atténuation des dommages environnementaux, avec par exemple l'accès à l'énergie durable, ou les transports non polluants. L'adaptation était aussi présente au travers des politiques d'aménagement du territoire pour lutter contre la désertification ou la montée des eaux. Le sommet remplit son rôle de lieu d'expression des territoires. C'est également un lieu de rencontre propice entre les collectivités et les nombreux acteurs qui agissent sur leurs territoires.

2. La coopération décentralisée, active à Climate Chance

Cités Unies France s'est investie dès le début dans la coalition *Coopération décentralisée et partenariats entre territoires*, dont les principaux porteurs sont aujourd'hui Platforma, l'AFCCRE, Enda énergie et CUF. Cette coalition a organisé le forum « Coopération décentralisée et partenariats : puissants leviers pour la lutte contre les changements climatiques », le 26 septembre 2016, qui a permis de préciser sa feuille de route.



travail sur les valeurs de la coalition coopération décentralisée et pyramide du lien entre actions locales et Objectifs du développement durable (Stockholm Resilience Center)

Cités Unies France a également co-organisé l'atelier « *Financements innovants – mobiliser de nouvelles ressources pour des coopérations au développement, durables, résilientes et pauvres en carbone* », le 27 septembre 2016. Cet atelier a croisé différentes expériences qui ont mobilisé des fonds de différentes origines, l'idée étant d'en mesurer l'adaptation à la taille de projets territoriaux, portés par les collectivités. La complémentarité de ressources financières et le levier d'action que constituent les ressources publiques ont été mis en avant.



Intervention de Jacques Raynaud, Châtellerauld, aux côtés de la Commission européenne (DGDEVCO), mairie de Sokone, AFD, modération par l'ARNE Ile de France



Présente sur le stand coordonné par Plateforma, CUF a distribué 600 exemplaires de la publication « *Apprenons la culture climat dans les projets de coopération* ». Ce dossier a été réalisé par l'ARENE Ile de France l'ARENE et Cités Unies France, en partenariat avec l'ADEME, et le Ministère des Affaires étrangères et du Développement international.

Il repose très concrètement sur le cheminement de la Formation Climat développé à CUF par l'ARENE cette année. L'outil, très didactique, a été salué par tous.

3. Quelques caractéristiques marquantes du sommet Climate Chance

- La déclaration du sommet : document le plus signé par les acteurs non-étatiques au niveau mondial selon Ronan Dantec, président de Climate Chance

Pour les organisateurs, les principales conclusions du sommet sont :

- la nécessité d'une approche commune des enjeux climat et développement ;
- la nécessité d'un accès facilité aux financements, particulièrement pour les acteurs des pays en développement ;
- l'importance d'une approche territoriale de la lutte contre le changement climatique ;
- La feuille de route dont ce sont dotés les acteurs non-étatiques à cette occasion vise à se mettre en ordre de bataille pour contribuer, dès 2018, à la réévaluation des contributions volontaires présentées par chaque État dans le cadre de l'accord de Paris.

- Un sommet multi-acteurs : une dynamique qui fonctionne

Les acteurs climatiques dans toute leur diversité étaient présents, des collectivités territoriales aux mouvements citoyens, en passant par les ONG, les associations, mais aussi les entreprises et les experts. Les représentants étatiques se sont maintenus à une place d'observateurs. Cet équilibre entre acteurs a pu être observé dans la répartition des stands, comme lors de la prise de parole dans les conférences.

Cette dynamique a permis de faire entendre la voix des acteurs locaux sur des sujets politiques de grande ampleur. Le sommet a permis de faire le lien entre les actions de terrain et l'impulsion politique nécessaire au maintien et à la diffusion de ce qui fonctionne. A noter : le choix de stratégies d'action et de vocabulaire variés pour s'attaquer au même problème, selon le positionnement de chacun.

- Un sommet ancré dans le territoire qui l'accueille

La ville de Nantes a pleinement investi l'organisation du sommet et valorisé ses acteurs locaux avec succès. La présidente de Nantes Métropole a présenté son engagement climatique lors de la plénière d'ouverture. Un « Laboratoire des initiatives nantaises » était accessible au centre de l'Agora du sommet. De nombreux acteurs de la société civile ont prît la parole dans les conférences, par exemple l'association « Projet eau en Saveurs » sur le Bassin Rennais, ou encore un agriculteur, sur la conservation des sols agricoles. Des visites techniques de la ville et ses alentours étaient organisées par l'Agence d'urbanisme.



- Un sommet surtout européen

Il reste cependant des efforts à fournir suite à ce premier sommet. Les acteurs européens se sont largement mobilisés et ont eu la parole dans les conférences. Toutefois, dans le public et dans les tables rondes, les voix africaines et asiatiques ont été très minoritaires. Il en va de même pour certaines coalitions comme celle relative à l'agriculture.

- Un moment structurant pour le dialogue autour du climat

Différents moments ont permis de poursuivre le dialogue entre les négociations climatiques et les acteurs non étatiques. Il en va ainsi du dialogue organisé avec les Championnes pour le climat autour de leur « feuille de route » pour le suivi des engagement climat, appelé « Global Climate Action Agenda ».

Un autre point, qui concerne plus particulièrement l'engagement des collectivités, a été celui consacré à la Nouvelle Convention des maires qui intègre à la fois le *Compact des maires*, initiative des 600 plus grandes métropoles au monde et la *Convention des maires*: initiative de la Commission européenne pour que les collectivités européenne suivent voire dépassent les engagements de réduction des émissions pris par les Etats. De plus, cette Nouvelle Convention des maires (Global covenant of mayors) a vocation à s'étendre à tous les continents. Les lauréats d'un premier appel à projets en Afrique

subsaharienne, pour l'accompagnement de Plans climat-énergies vont être dévoilés lors de la COP22 (novembre 2016, Marrakech). Sur ce point, la coopération décentralisée a toute sa place à jouer.

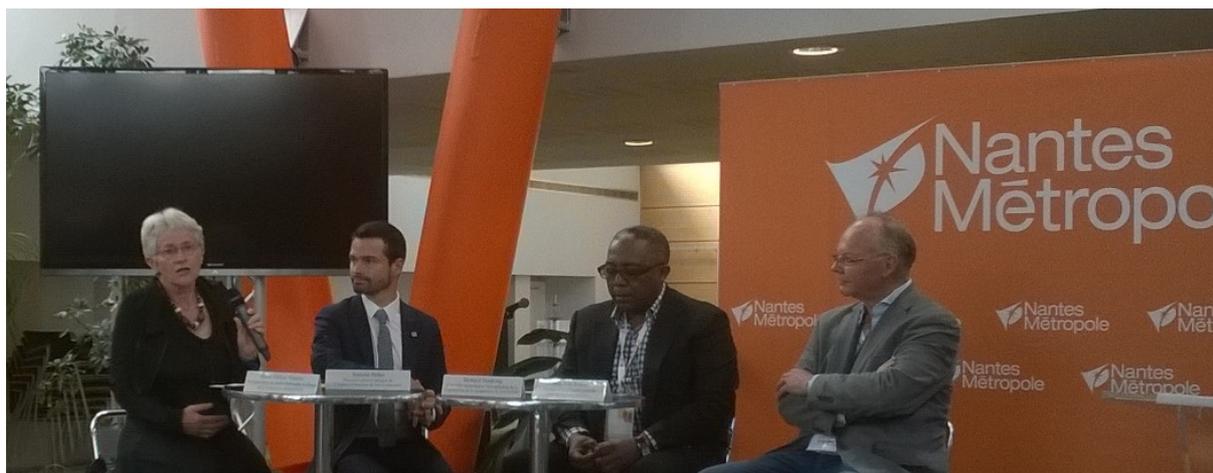
Enfin, Climate Chance a aussi été le moment d'autres événements tels que :

- le premier comité de pilotage du **réseau Vivapolis France**, en présence d'Emmanuelle Cosse (voir par exemple : <http://www.lemoniteur.fr/article/le-reseau-vivapolis-de-la-ville-durable-enfin-en-ordre-de-marche-33295471>) ;



Le préfet de région,
Michèle
Pappalardo,
Johanna Rolland,
Emmanuelle Cosse

- la signature de la **Facilité pour l'investissement des collectivités locales (FICOL) entre Nantes Métropole et Agence française de développement** relative à l'amélioration de la fourniture en électricité par les énergies renouvelables avec la ville partenaire de Dschang au Cameroun. « Le projet comprend la construction de deux micros-centrales hydroélectriques et le déploiement d'un mini-réseau de distribution, desservant prioritairement les équipements d'intérêt public (écoles, centres sociaux) et économique. » plus d'informations : <http://www.afd.fr/home/presse-afd/communiques>



Marie-Hélène Nedelec (adj. Nantes métropole), Jérémie Pellet (DG délégué, AFD), Bernard Noukong (adj. Dschang) ; Electriciens sans frontières

4. Quelques conclusions pour aller plus loin

Si la place de la coopération décentralisée devait souvent être rappelé au début de la mobilisation pour la Cop21, la conjonction d'un agenda mondial très favorable à l'action des territoires et en faveur de solutions à trouver « en commun » donne une place de choix à l'action internationale des collectivités. Les discussions ont été unanimes : pour financer des projets, c'est un « mix », par exemple public et privé, qui doit être trouvé ; aussi, sans associer les premiers intéressés – les habitants – pas de projet pérenne. C'est aussi une raison pour laquelle la « coalition coopération décentralisée » devra se rapprocher d'autres coalitions, par exemple celle relative aux finances, mais aussi très probablement celle relative à l'éducation – sensibilisation, ou encore, d'autres, proche, autour de la planification ou de l'agriculture...

Retrouvez toutes les feuilles de route sur :
<http://www.climatechance2016.com/fr/thematic-coalitions>

Retrouvez la déclaration sur le site de Climate Chance.
<http://www.climatechance2016.com/>

Retrouvez l'article de la DAECT à propos de Climate Chance :
<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/action-exterieure-des-collectivites-territoriales/actualites-et-agenda-de-l-aect/actualites-de-l-aect/article/climate-chance-la-cooperation-decentralisee-au-coeur-de-la-lutte-pour-le-climat>

Conférences auxquelles Cités Unies France a participé :

- Forum : Agriculture
- Atelier : La contribution de l'Agriculture au défi climatique
- Atelier : Agriculture urbaine et périurbaine
- Atelier : Gouvernance et Climat en Amérique Latine
- Atelier : Promotion/Accès aux énergies renouvelables en Afrique : enjeu climat et développement économique
- Atelier : Séquence Méditerranée : des démarches globales et créatives à coordonner et à défendre auprès des Etats
- Forum : Transition énergétique et emplois
- Atelier : Approches participatives de l'Adaptation
- Atelier : Financer et co-construire le modèle énergétique de demain: Act'EnR, jouons à bâtir un projet citoyen !
- Animation des Petits débrouillards autour du Camion- laboratoire du Science Tour et de l'exposition « Transitions écologiques et sociales » (contact : j.moreau@debrouillonet.org)
- Atelier : « Pour le climat, rendez-nous la monnaie » - initiatives de monnaies locales
- Atelier : Forêt Vivante et Peuples autochtones : solutions durables et concrètes au cœur de territoires résilients et inclusifs
- Plénière : Accès à l'énergie pour l'Afrique, une priorité de l'agenda international
- Plénière Sur la route d'Habitat III, quelle place pour les propositions des acteurs non-étatiques